

**Assemblée générale**

Soixante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale

2 mars 2011

Français

Original :

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 27^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 23 décembre 2010, à 23 heures

Président : M. Rosenthal (Guatemala)
*Présidente du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M^{me} McLurg

SommairePoint 134 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)Point 136 de l'ordre du jour : Régime commun des Nations Unies (*suite*)Point 139 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne (*suite*)Point 128 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne (*suite*)Point 140 de l'ordre du jour : Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (*suite*)Point 141 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (*suite*)Point 142 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

10-70494X (F)



Merci de recycler

Point 144 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (*suite*)

Point 147 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (*suite*)

Point 148 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (*suite*)

Point 153 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (*suite*)

Point 157 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan (*suite*)

Point 129 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (*suite*)

Incidences financières concernant le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (*suite*)

Conditions d'emploi et rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice et juges et juges *ad litem* du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (*suite*)

Questions relatives au budget programme de l'exercice biennal 2010-2011

Fonds de réserve : état récapitulatif des incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées

Projet de rapport de la Cinquième Commission

Point 128 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Activités d'achat (*suite*)

Esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (*suite*)

Clôture des travaux de la Commission pour la partie principale de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale

La séance est ouverte à 23 h 55.

Point 134 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (suite) (A/C.5/65/L.15)

1. **Le Président** dit que, faute de temps, les documents prévus pour la séance ne sont disponibles qu'en anglais. Les responsables du Secrétariat lui ont néanmoins assuré que ces documents seraient disponibles dans les six langues officielles dès que possible.

2. **M. Doré** (France), intervenant sur un point d'ordre, dit que la disponibilité des documents dans les six langues officielles est une condition nécessaire pour les réunions officielles. La délégation française est toutefois disposée à déroger à cette règle afin de permettre à la Commission d'achever ses travaux sans plus tarder.

Projet de résolution A/C.5/65/L.15 : Gestion des ressources humaines

3. **M. Abelian** (Secrétaire de la Commission) dit que les mots « et compte tenu des dispositions de la résolution 65/___ » doivent être ajoutés à la fin du paragraphe 1. Le numéro de la résolution relative au régime commun des Nations Unies serait inséré une fois que cette résolution aura été adoptée par l'Assemblée générale.

4. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.15, tel que corrigé oralement, est adopté.*

Point 136 de l'ordre du jour : Régime commun des Nations Unies (suite) (A/C.5/65/L.16)

Projet de résolution A/C.5/65/L.16 : Régime commun des Nations Unies

5. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.16 est adopté.*

Point 139 de l'ordre du jour : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne (suite)

Point 128 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne (suite) (A/C.5/65/L.9)

Projet de résolution A/C.5/65/L.9 : Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne

6. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.9 est adopté.*

Point 140 de l'ordre du jour : Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/C.5/65/L.17)

Projet de résolution A/C.5/65/L.17 : Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

7. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.17 est adopté.*

Point 141 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (suite) (A/C.5/65/L.18)

Projet de résolution A/C.5/65/L.18 : Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

8. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.18 est adopté.*

Point 142 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (suite) (A/C.5/65/L.19)

Projet de résolution A/C.5/65/L.19 : Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

9. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.19 est adopté.*

Point 144 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (suite) (A/C.5/65/L.11)

Projet de résolution A/C.5/65/L.11 : Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad

10. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.11 est adopté.*

Point 147 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (suite)
(A/C.5/65/L.12)

Point 148 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (suite) (A/C.5/65/L.12)

Projet de résolution A/C.5/65/L.12 : Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo pour la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

11. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.12 est adopté.*

Point 153 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (suite) (A/C.5/65/L.13)

Projet de résolution A/C.5/65/L.13 : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti pour la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

12. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.13 est adopté.*

Point 157 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan (suite)
(A/C.5/65/L.14)

Projet de résolution A/C.5/65/L.14 : Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan

13. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.14 est adopté.*

Point 129 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (suite)

Incidences financières concernant le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (suite) (A/C.5/65/L.20)

Projet de décision A/C.5/65/L.20 : Incidences financières concernant le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

14. **Le Président** dit que le représentant d'Israël a demandé un vote enregistré sur la section C du projet de décision A/C.5/65/L.20.

15. **M. Al-Shahari** (Yémen), expliquant son vote avant le vote, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la Déclaration et le Programme d'action de Durban sont le résultat d'un processus qui a démarré avec la résolution 61/149 de l'Assemblée générale, dont l'objet était d'appeler l'attention mondiale sur les problèmes contemporains du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. À sa 52^e séance, la Troisième Commission a adopté, à une majorité écrasante, le projet de résolution A/C.3/65/L.60, tel que modifié oralement, en vertu duquel l'Assemblée déciderait de convoquer, le 21 septembre 2011, une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale afin de commémorer le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Cette manifestation aura pour but de mobiliser, à l'échelle mondiale, la volonté politique nécessaire pour éliminer le racisme, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée.

16. Le Groupe réaffirme la pertinence et la validité de cette réunion de commémoration et approuve pleinement l'état d'incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/65/L.60. Il réaffirme également le Règlement intérieur de l'Assemblée générale, en particulier son article 153. Le Groupe réaffirme également que, une fois que l'état d'incidences sur le budget-programme a été présenté au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à la Cinquième Commission, le statut de cet état ne relève plus que de la prérogative de cette dernière. Il y a lieu de rappeler à cet égard que la Cinquième Commission est habilitée à examiner les aspects administratifs et budgétaires des activités de l'Organisation.

17. Le Groupe est déçu de voir que l'on prend pour cible l'état d'incidences sur le budget-programme relatif à la réunion de commémoration et que l'on s'efforce de bloquer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Le Groupe ne laissera aucune tentative d'empêcher la réunion de commémoration de parvenir à ses fins.

18. Le Groupe regrette qu'un vote ait été demandé à propos d'une manifestation visant à consolider l'harmonie, la tolérance et la compréhension. Il

demande donc instamment à toutes les délégations de voter pour la section C du projet de décision.

19. *À la demande du représentant d'Israël, il est procédé à un vote enregistré sur la section C du projet de décision A/C.5/65/L.20.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Équateur, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fiji, Gabon, Ghana, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne de), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Allemagne, Australie, Bulgarie, Canada, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie

S'abstiennent :

Albanie, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro,

Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine

20. *La section C du projet de décision A/C.5/65/L.20 est adoptée par 102 voix contre 17, avec 33 abstentions.*

21. **M. Melrose** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a voté contre l'adoption de la section C, tout comme il avait voté contre le projet de résolution auquel elle se rapporte (A/C.3/65/L.60), parce qu'il est sérieusement préoccupé par les activités qui seront ainsi financées. Le coût de ces activités pourrait être couvert par les ressources existantes et la délégation des États-Unis regrette qu'aucun consensus n'ait été possible à cet effet.

22. **M. De Preter** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, dit que celle-ci demeure attachée à l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et de l'intolérance qui y est associée mais tient à réitérer les préoccupations qu'elle a exprimées dans le cadre de la Troisième Commission à propos du projet de résolution auquel renvoie la section C. La Cinquième Commission est la grande commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires et elle doit donc s'en tenir à ces questions.

23. En ce qui concerne l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le représentant de la Belgique rappelle que, lorsque la Troisième Commission a adopté son projet de résolution, aucun état de ses incidences sur le budget-programme n'était disponible. Les dépenses découlant du projet de résolution A/C.3/65/L.60 étaient donc censées être couvertes par des ressources existantes.

24. *Le projet de décision A/C.5/65/L.20 dans son ensemble est adopté.*

Conditions d'emploi et rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice et juges et juges *ad litem* du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (suite)
(A/C.5/65/L.21)

Projet de résolution A/C.5/65/L.21 : Conditions d'emploi et rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice et juges *ad litem* du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda

25. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.21 est adopté.*

Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (A/C.5/65/L.22)

Projet de résolution A/C.5/65/L.22 : Questions relatives au budget programme de l'exercice biennal 2010-2011

26. **M. Bayat Mokhtari** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation propose d'apporter oralement une modification à la section XIII du projet de résolution A/C.5/65/L.22. Cette modification, qui deviendrait le paragraphe 3 de la section XIII, se lirait comme suit : « *Décide* de ne pas approuver les postes et les ressources financières demandés au titre du Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran ».

27. La délégation iranienne réitère qu'elle considère toutes les résolutions du Conseil de sécurité qui imposent des sanctions à l'encontre de la République islamique d'Iran comme étant illégales. En conséquence, le fait de consacrer des postes et des ressources financières à la mise en œuvre de ces résolutions est également illégal. La délégation iranienne ne saurait admettre l'adoption d'une résolution préconisant des mesures qui touchent directement la sécurité nationale de la République islamique d'Iran. Elle demande donc instamment à toutes les délégations d'approuver la modification proposée.

28. **M. Roscoe** (Royaume-Uni), appuyé par **M. Doré** (France), se dit opposé à la modification orale proposée, demande un vote enregistré sur cette modification et exhorte toutes les délégations à voter contre.

29. **M. Cumberbatch** (Cuba) dit que sa délégation appuie la modification proposée oralement par le représentant de la République islamique d'Iran.

30. *À la demande des représentants de la France et du Royaume-Uni, il est procédé à un vote enregistré sur la modification orale proposée par le représentant de la République islamique d'Iran.*

Votent pour :

Bolivie (État plurinational de), Cuba, Équateur, Iran (République islamique d'), Myanmar, Nicaragua, République arabe syrienne, République démocratique populaire de Corée, Swaziland, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

Votent contre :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Ouganda, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Togo, Turquie, Ukraine, Uruguay

S'abstiennent :

Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Brunei Darussalam, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Érythrée, Gabon, Grenade, Guyana, Haïti, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Liban, Lesotho, Malaisie, Malawi, Maroc, Mauritanie, Népal, Niger, Philippines, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Zambie

31. *La modification orale proposée par le représentant de la République islamique d'Iran est rejetée par 79 voix contre 11, avec 36 abstentions.*

32. **M. De Preter** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, dit que la Cinquième Commission est la Grande Commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires et elle doit donc s'en tenir à ces questions.

33. Le Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran a été créé par la résolution 1929 (2010) du Conseil de sécurité pour mener à bien les tâches spécifiées au paragraphe 29 de cette résolution. La délégation belge estime qu'il incombe à la Commission de veiller à ce que le Groupe reçoive le financement nécessaire pour exécuter efficacement le mandat qui lui a été confié et les fonctions qui s'y rattachent. La modification proposée oralement reviendrait à priver le Groupe de toutes ressources et à l'empêcher de mener à bien ses tâches qui sont d'une importance capitale. C'est pour cette raison que les États membres de l'Union européenne ont voté contre la modification proposée.

34. **M^{me} Giménez-Jiménez** (République bolivarienne du Venezuela) dit que sa délégation veut proposer d'insérer dans la section XIII du projet de résolution A/C.5/65/L.22 un paragraphe supplémentaire qui se lirait comme suit : « *Prie* le Secrétaire général de revoir le cadre logique du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, compte tenu des préoccupations exprimées quant aux différences entre les textes descriptifs figurant dans les paragraphes 44, 46, 50, 52, 53, 56, 57, 58, 59, 61 et 63 du rapport du Secrétaire général A/65/328/Add.1 et Corr.1 et 2, d'une part, et le cadre stratégique établi pour le Conseiller spécial du Secrétaire général sur la prévention du génocide figurant dans le rapport du Secrétaire général A/64/349/Add.1, d'autre part, pour veiller à ce que ses aspects programmatiques et les ressources nécessaires à ce titre soient conformes au mandat établi par les organes intergouvernementaux compétents, et de présenter à l'Assemblée générale, au plus tard à la première partie de la reprise de sa soixante-cinquième session, une étude et un rapport techniques à ce sujet, sur la base du cadre logique que l'Assemblée générale, par sa résolution 64/245 a accepté dans sa version figurant dans le rapport du Secrétaire général A/64/349/Add.1 ».

35. Étant donné que la responsabilité de protéger n'a pas encore été approuvée par les organes intergouvernementaux compétents, son incorporation au cadre logique du Bureau du Conseiller spécial sur la prévention du génocide constituerait une entorse grave aux procédures budgétaires de l'Organisation. L'année précédente, lorsque l'Assemblée générale a engagé son premier débat de fond sur la responsabilité de protéger, les États Membre sont uniquement convenus de la nécessité de continuer d'évaluer et d'examiner cette

notion. L'Assemblée générale a par la suite adopté la résolution 63/308, dans laquelle elle a pris note du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger (A/63/677) et a décidé de continuer d'examiner la question. Or, le cadre logique désormais présenté par le Secrétaire général vise à mettre en œuvre les recommandations formulées dans le rapport de suivi du Secrétaire général sur l'alerte rapide, l'évaluation et la responsabilité de protéger (A/64/864), à propos desquelles l'Assemblée générale n'a encore pris aucune décision. La délégation vénézuélienne s'inquiète de ce que l'élargissement du mandat du Conseiller spécial par l'incorporation de ces recommandations pourrait donner à penser qu'il y a eu accord sur le concept de responsabilité de protéger et que ce concept aurait été accepté et devrait donc être appliqué. L'on s'abstiendrait donc d'analyser et de comprendre les causes profondes des conflits. Étant donné l'importance de cette question pour la population civile comme pour les États, les travaux de l'Organisation sur le concept de responsabilité de protéger devraient comporter un examen détaillé et approfondi.

36. La communauté internationale peut certes jouer un rôle constructif de soutien aux efforts nationaux, dans le respect des dispositions de la Charte des Nations Unies et des principes de souveraineté nationale, d'intégrité territoriale et de non-ingérence mais c'est au premier chef aux États eux-mêmes qu'incombe la responsabilité de protéger. La délégation vénézuélienne exhorte donc toutes les délégations à appuyer la modification qu'elle propose.

37. **M. Lafortune** (Canada) demande un vote enregistré sur la modification orale proposée par la représentante de la République bolivarienne du Venezuela. Sa délégation est opposée à la modification proposée et demande instamment à toutes les délégations de voter contre.

38. **M^{me} Claringbould** (Pays-Bas) dit que sa délégation demande également un vote enregistré sur la modification proposée et votera contre cette modification. Sa délégation n'est pas d'accord avec la description présentée par la délégation vénézuélienne mais la principale raison pour laquelle elle demande un vote enregistré tient au fait qu'elle estime que la modification proposée est, quant au fond, extérieure au champ d'action de la Cinquième Commission en tant que grande commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires.

Elle invite donc les autres délégations à voter contre la modification proposée.

39. **M. Cumberbatch** (Cuba), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation souscrit à la modification proposée et exhorte tous les États Membre à voter pour. La délégation cubaine n'est pas contente de la manière dont la Commission a été forcée d'examiner, et peut-être adopter, les ressources proposées au titre des missions politiques spéciales, en particulier le financement des propositions figurant dans la section XIII du projet de résolution A/C.5/65/L.22, que Cuba ne peut approuver. La délégation cubaine tient également à souligner le comportement arrogant et condescendant de certaines délégations, les manœuvres dilatoires et la participation de personnes non autorisées aux discussions sur cette question lors des consultations officielles de la Commission. Certaines délégations européennes et nord-américaines, avant de se résoudre à demander elles-mêmes un vote enregistré sur la modification proposée, ont fait pression sur les délégations de pays en développement afin qu'elles le fassent. La délégation cubaine est reconnaissante aux pays du Groupe des 77 et à la Chine d'avoir résisté à ces manœuvres honteuses qui devraient être condamnées.

40. Les propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/65/328/Add.1 et Corr.1 et 2) concernant l'action du Conseiller spécial sur la prévention du génocide constitue une violation manifeste des dispositions du Règlement intérieur de l'Assemblée générale régissant le traitement des cadres logiques et la présentation des descriptifs dans les documents budgétaires. Il est inadmissible que des notions que l'Assemblée générale est encore en train d'examiner, et sur lesquelles il y a des divergences d'opinion reconnues, soient incorporées aux cadres logiques comme s'il s'agissait d'un mandat approuvé par les États Membres. À ce propos, la délégation cubaine a du mal à comprendre sur quoi le Secrétariat se fonde pour estimer que ses propres rapports établissent des mandats d'organes délibérants. L'Assemblée générale n'a adopté aucune résolution approuvant l'idée que la responsabilité de protéger ferait partie des mandats de base du Conseiller spécial sur la prévention du génocide, ni accepté que le Conseiller spécial sur la responsabilité de protéger

fasse partie du Bureau du Conseiller spécial sur la prévention du génocide.

41. La délégation cubaine est consciente des bonnes intentions qui poussent certains pays du Sud à promouvoir la transformation de la responsabilité de protéger en une règle de droit international mais cette notion suscite un certain nombre de préoccupations légitimes qui ne peuvent être ignorées. Il y a en particulier un danger réel que cette notion soit en fin de compte manipulée par des États interventionnistes désireux de justifier leur ingérence et leur recours à la force. Nombre d'États qui se proclament les champions de la responsabilité de protéger ont, pendant des décennies, déclaré unilatéralement la guerre à divers pays en développement, provoquant la mort de millions de personnes et des dégâts matériels non négligeables. La délégation cubaine ne demande pas à la communauté internationale ou à l'ONU de demeurer impassibles face au génocide et à d'autres crimes. Bien au contraire, elle a toujours soutenu qu'il faut s'attaquer d'urgence aux graves problèmes dont souffrent des millions d'êtres humains partout dans le monde. Elle est toutefois convaincue qu'il faut pour cela instaurer un ordre international fondé sur la solidarité, la justice sociale, l'équité et le respect des droits de l'homme. L'histoire montre clairement que la paix, la stabilité et le développement ne sauraient être imposés par la force et que les opérations militaires ne débouchent pas sur des solutions durables. Les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États doivent être défendus de manière à ce que les petits pays ne soient pas à la merci d'États plus grands et plus forts. La délégation cubaine est contre tout recours à la force non conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies. L'ordre international injuste et profondément inégalitaire actuel doit céder la place à un ordre plus primitif reposant sur une réinterprétation de la Charte et du droit international.

42. La délégation cubaine est opposée aux tentatives de certaines délégations visant à mettre en application la notion de responsabilité de protéger avant qu'elle ne soit clairement définie et ne fasse l'objet d'un accord au sein de l'Assemblée générale. Il n'y a pas de consensus clair sur cette notion et les actions du Secrétariat ont empoisonné les discussions de l'Assemblée sur cette question. De ce fait, le cadre logique présenté à la Commission ne sera jamais adopté sans vote.

43. **M. Rosales Díaz** (Nicaragua), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation appuie les déclarations faites par les représentants de la République bolivarienne du Venezuela et de Cuba. Sa délégation votera pour la modification proposée et engage tous les autres États Membres à en faire de même. La modification du cadre logique du Bureau du Conseiller spécial sur la prévention du génocide se fonde sur un rapport du Secrétaire général qui n'a fait l'objet d'aucune décision de l'Assemblée générale et représente donc une tentative d'introduire « en cachette » la notion de responsabilité de protéger. Le Secrétariat s'efforce donc, et ce non pour la première fois, d'imposer ses propres mandats en violation flagrante des mandats des organes délibérants et du caractère intergouvernemental de l'Organisation. Il est donc devenu impossible pour l'Assemblée générale de continuer d'examiner de bonne foi cette question sensible. Il y a lieu de se demander si le Secrétariat s'efforce de tromper l'Assemblée générale et de la convaincre de sa bonne foi alors que les discussions sur la question ont été définitivement empoisonnées.

44. La délégation nicaraguayenne regrette aussi l'arrogance dont certaines délégations ont fait preuve dans le cadre des consultations officieuses, usant des manœuvres dilatoires et d'arguments qui n'ont pas lieu d'être, ainsi que leur dédain pour les propositions d'autres États souverains. La délégation nicaraguayenne rejette de telles attitudes, qui confirment la mauvaise foi qui prévaut sur cette question et l'absence chez certaines délégations de la volonté d'engager un dialogue constructif à propos du cadre logique en question. Le Nicaragua continuera de s'opposer à toute tentative arrogante d'imposer un consensus là où il n'y en a pas. Comme l'a souligné le représentant de Cuba, il n'y a pas de consensus sur la notion de responsabilité de protéger et il n'y aura pas de consensus à l'avenir. Le cadre logique du Bureau du Conseiller spécial sur la prévention du génocide ne sera pas adopté par consensus à l'avenir tant que les corrections nécessaires n'auront pas été effectuées. La délégation nicaraguayenne continuera, chaque fois qu'elle en aura la possibilité, de demander des comptes au Secrétariat, afin que la responsabilisation ne soit pas qu'un mot vide de sens.

45. **M. De Preter** (Belgique), expliquant son vote avant le vote au nom de l'Union européenne, dit que, en tant que grande commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et

budgétaires, la Cinquième Commission doit examiner les aspects administratifs et budgétaires des points dont elle est saisie et s'abstenir d'entrer dans des débats qui relèvent d'autres enceintes de l'ONU. Il incombe à la Commission de veiller à ce que le Bureau du Conseiller spécial sur la prévention du génocide bénéficie d'un financement suffisant pour s'acquitter de son mandat et exercer toutes les fonctions qui s'y rapportent. À cet égard, l'Union européenne considère que les activités du Bureau, telles qu'elles sont proposées par le Secrétaire général dans son rapport (A/65/328/Add.1 et Corr.1 et 2), sont pleinement justifiées par les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Les États membres de l'Union européenne voteront donc contre la modification proposée et invitent les autres délégations à en faire de même.

46. *À la demande des représentants du Canada et des Pays-Bas, il est procédé à un vote enregistré sur la modification orale proposée par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela.*

Votent pour :

Algérie, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Équateur, Îles Salomon, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Mauritanie, Myanmar, Nicaragua, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, Soudan, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Maroc, Mexique, Monténégro, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Ukraine, Uruguay

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Botswana, Brunei Darussalam, Burundi, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Haïti, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Malaisie, Mali, Maroc, Mongolie, Namibie, Népal, Niger, Oman, Ouganda, Philippines, Pakistan, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Yémen, Zambie

47. *La modification orale proposée par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela est rejetée par 68 voix contre 17, avec 51 abstentions.*

48. **M. Cumberbatch** (Cuba) dit que sa délégation tient à demander un vote enregistré sur la section XIII du projet de résolution A/C.5/65/L.22. Toutefois, cette demande ne doit pas être interprétée comme signifiant que sa délégation n'approuve pas les autres demandes de financement de missions politiques spéciales, en particulier celles concernant des pays en développement.

49. **M^{me} Costa** (Brésil) dit que pour sa délégation, le cadre logique du Bureau du Conseiller spécial sur la prévention du génocide, tel qu'il est énoncé dans le rapport pertinent du Secrétaire général (A/65/328/Add.1 et Corr.1 et 2), correspond dans l'ensemble au mandat qui a été établi par l'Assemblée générale. La délégation brésilienne estime que ce cadre logique ne préjuge pas du débat sur la responsabilité de protéger qui se déroule actuellement au sein de l'Assemblée.

50. La délégation brésilienne partage néanmoins les préoccupations exprimées à propos des cadres logiques des missions politiques spéciales. Malheureusement, le processus budgétaire actuel concernant ces missions ne permet pas un examen intergouvernemental approprié des cadres logiques correspondants. Ces cadres doivent être formulés de manière à exprimer avec précision les mandats correspondants sous forme d'objectifs et d'indicateurs de résultats. Des efforts accrus devraient être faits pour assurer la cohérence de présentation des budgets des missions politiques spéciales.

51. **M. Rosales Díaz** (Nicaragua), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation votera contre la section XIII du projet de résolution parce que la modification orale présentée par le Venezuela à propos du Bureau du Conseiller spécial a été rejetée. La délégation nicaraguayenne approuve certes l'affectation des ressources demandées dans le projet de résolution pour les autres missions politiques spéciales mais elle ne peut approuver l'adoption de la section XIII.

52. **M^{me} Giménez-Jiménez** (République bolivarienne du Venezuela), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation votera également contre la section XIII du projet de résolution afin d'exprimer son refus du cadre logique du Bureau du Conseiller spécial, et non des autres missions politiques spéciales.

53. *À la demande du représentant de Cuba, il est procédé à un vote enregistré sur la section XIII du projet de résolution A/C.5/65/L.22.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Ouganda, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda,

Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam

Votent contre :

Bolivie (État plurinational de), Cuba, Équateur, Iran (République islamique d'), Myanmar, Nicaragua, République démocratique populaire de Corée, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

S'abstiennent :

Îles Salomon, République arabe syrienne, Soudan, Yémen

54. *La section XIII du projet de résolution A/C.5/65/L.22 est adoptée par 130 voix contre 9, avec 4 abstentions.*

55. **M. Bayat Mokhtari** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation demande un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.5/65/L.22 en tant que tout.

56. *À la demande du représentant de la République islamique d'Iran, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.5/65/L.22 dans son ensemble.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Équateur, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Lettonie, Liban, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice,

Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Iran (République islamique d')

S'abstiennent :

Myanmar, République arabe syrienne, République démocratique populaire de Corée

57. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.22 est adopté par 144 votes contre une, avec 3 abstentions.*

58. **M. Yanouka** (Israël) dit que sa délégation souhaite se dissocier du consensus en ce qui concerne la section IX du projet de résolution A/C.5/65/L.22.

59. **M. Cumberbatch** (Cuba) dit que sa délégation a certes voté pour le projet de résolution mais que ce vote ne doit pas être interprété comme signifiant que son gouvernement approuve le cadre logique du Bureau du Conseiller spécial. La délégation cubaine est profondément préoccupée par la manière dont les États Membre ont été amenés à statuer sur les budgets des missions politiques spéciales. Le processus par lequel ces budgets ont été présentés et les méthodes de travail de la Commission concernant les missions politiques spéciales doivent changer.

Fonds de réserve : état récapitulatif des incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées (A/C.5/65/14)

60. **Le Président** appelle l'attention sur le rapport du Secrétaire général sur le fonds de réserve : état récapitulatif des incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées (A/C.5/65/14).

61. **M. Abelian** (Secrétaire de la Commission) dit que si la Commission procède comme recommandé au

paragraphe 4 du rapport, l'Assemblée serait priée de noter qu'il reste dans le fonds de réserve un solde de 22 408 100 dollars.

62. **Le Président** propose que la Commission recommande à l'Assemblée générale de noter qu'il reste dans le fonds de réserve un solde de 22 408 100 dollars.

63. *Il en est ainsi décidé.*

Projet de rapport de la Cinquième Commission
(A/C.5/65/L.23)

64. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de rapport de la Cinquième Commission et invite celle-ci à se prononcer sur les recommandations figurant dans le chapitre IV.

Projet de résolution I : Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (A/C.5/65/L.21 et L.22)

Projet de décision I : Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux

65. **Le Président** rappelle que le projet de résolution I a été adopté en début de séance et que le projet de décision I a été présenté oralement et adopté à la 6^e séance de la Commission.

Projet de résolution II : Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

66. *Le projet de résolution II est adopté.*

Projet de décision II : Plan-cadre d'équipement

67. *Le projet de décision II est adopté.*

68. **Le Président** invite la Commission à adopter le projet de rapport de la Cinquième Commission sur le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (A/C.5/65/L.23).

69. *Le projet de rapport de la Cinquième Commission est adopté.*

Point 128 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Activités d'achat (suite) (A/C.5/65/L.24)

Projet de résolution A/C.5/65/L.24 : Activités d'achat

70. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.24 est adopté.*

Esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (suite)
(A/C.5/65/L.25)

Projet de résolution A/C.5/65/L.25 : Esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013

71. **M. Abelian** (Secrétaire de la Commission) dit que, compte tenu des décisions prises jusque là par la Commission, le montant noté au paragraphe 5 devrait être 5 396 697 200 dollars et celui noté au paragraphe 11 devrait être 40 475 200 dollars.

72. *Le projet de résolution A/C.5/65/L.25, tel que corrigé oralement, est adopté.*

Clôture des travaux de la Commission lors de la partie principale de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale

73. **M. Soomro** (Pakistan), notant que le processus de réforme de la gestion des ressources humaines engagé à la soixante et unième session de l'Assemblée générale culmine à présent dans la pleine application de la résolution 63/250 de l'Assemblée, dit que le personnel de terrain de l'ONU doit bénéficier d'un niveau de rémunération qui sont à la hauteur des difficultés qu'il rencontre afin d'assurer son total dévouement à l'action de l'Organisation. La délégation pakistanaise est convaincue que le soutien à l'administration de la justice et la gestion des résultats en ce qui concerne les membres de ce personnel seront aussi renforcés par les orientations données par l'Assemblée générale. Il faut en outre espérer que le tableau de bord pour la gestion des ressources humaines sera évalué comme il se doit. Le suivi efficace du système et l'établissement des rapports réguliers sont des éléments essentiels à cet égard.

74. La délégation pakistanaise espère que les résolutions de l'Assemblée générale seront appliquées de manière efficace et que les indicateurs de référence clefs seront atteints dans des domaines tels que la représentation géographique, l'équilibre entre les sexes, la représentation des pays qui fournissent des contingents et les critères relatifs aux contrats permanents. Elle compte que les résolutions de l'Assemblée seront interprétées et appliquées conformément à l'esprit dans lequel elles ont été adoptées.

75. **M. Seyoum** (Érythrée) dit que la publication tardive de la documentation demeure un problème alors même que la Commission a maintes fois insisté sur la nécessité de veiller à ce que les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires soient publiés en temps voulu afin que la Commission puisse examiner comme il se doit les divers points de l'ordre du jour dont elle est saisie. À la session en cours, la publication tardive des rapports sur les prévisions de dépenses au titre des missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale et/ou le Conseil de sécurité est un exemple édifiant à cet égard. L'Assemblée générale doit prendre des mesures propres à amener un règlement permanent de ce problème qui entrave les travaux de la Commission.

76. L'intrusion de la politique dans les travaux de la Cinquième Commission et, par extension, dans ceux du Comité consultatif constitue un problème encore plus grave que la délégation érythréenne observe depuis quelques années. Si les membres de la Commission laissent la politique les diviser, leur aptitude à réaliser leur ambition commune en pâtira. La délégation érythréenne demande à toutes les délégations de se rappeler qu'elles servent une cause qui les dépasse, de conférer un visage humain à leurs délibérations et de se consacrer essentiellement à ce qu'elles peuvent faire ensemble pour améliorer réellement les conditions de vie des peuples qu'elles servent. Si tel n'est pas le cas, le multilatéralisme court à sa perte.

77. Après un échange d'amabilités, auquel participent **M. Al-Shahari** (Yémen), parlant au nom du Groupe des 77 et la Chine, **M. De Preter** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, **M. Coffi** (Côte d'Ivoire), parlant au nom du Groupe des États africains, **M. Soomro** (Pakistan) et **M. Seyoum** (Érythrée), **le Président** déclare que la Cinquième Commission a achevé ses travaux pour la partie principale de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 1 h 50 le vendredi 24 décembre 2010.